

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Compte rendu de la réunion du comité de rédaction élargi du samedi 27 juin 2009

- D&S, la revue -

Date de mise en ligne : vendredi 3 juillet 2009

Démocratie & Socialisme

Compte rendu des débats de 10h à 14h : la crise économique, la situation politique et sociale

La crise économique (introduction de Jean-Jacques Chavigné)

Le système capitaliste est instable. Il est pris par la contradiction entre produire pour répondre aux besoins et produire pour accumuler des profits. De 1845 à 1929 il a connu 11 crises.

Celle de 1929 fut une crise systémique globale, dont la résolution était soumise à une augmentation de la demande solvable des salariés qui, aux USA, représentaient déjà 70 % de la population (de 1929 à 1931 le PIB des USA chuta de 30 %).

Les crises furent atténuées durant les « 30 glorieuses » car, de 1945 à 1973, les déséquilibres étaient gommés puisque les salaires et les profits augmentaient à la même vitesse grâce au partage des gains de productivité du travail qui étaient de 4 % par an.

Depuis 1973, les gains de productivité se sont réduits à 2 % par an, provoquant une bataille pour leur partage, que les politiques néolibérales ont résolue en faisant baisser la part de salaires de 10 points en développant un chômage de masse.

La crise débutée en 2008 menace de se transformer en crise systémique. Mais comme ce n'est pas encore le cas et parce qu'ils sont démunis de solution, les dirigeants internationaux pensent sortir de la crise en relançant l'endettement, menaçant ainsi de regonfler la bulle financière, ce qui précipiterait le débouché sur une crise systémique. Les dirigeants de la droite n'ont donc pas rompu avec le néolibéralisme. Quant aux dirigeants sociaux-libéraux, ils ont hésité mais ont finalement gardé les mêmes références néolibérales.

La situation politique (introduction d'Eric Thouzeau)

A l'échelle européenne, on constate généralement une progression relative de la droite en raison d'une très forte abstention de l'électorat de gauche. Cette évolution, opposée à celle qui a cours en Amérique latine, démontre une profonde crise de la social-démocratie mais ne profite pas à une autre gauche : ni la gauche de la gauche ni les Verts ne progressent.

En France, on note une abstention record qui donne à la droite une fausse victoire. Le PS est durement sanctionné. A gauche, les formes relatives de rassemblement payent relativement : « Europe Ecologie » est avantagée et le « Front de Gauche » bénéficie d'un mouvement de vases communicants aux dépens du NPA.

Cette division globale de la gauche et l'absence d'affirmation d'un débouché politique est le facteur essentiel qui bloque les mobilisations sociales et permet à Sarkozy de poursuivre ses contre-réformes.

La situation sociale (introduction de Jean-Claude Branchereau)

La caractéristique essentielle de la situation sociale est révélée par la massivité des mobilisations sociales des 29 janvier et 19 mars, mais aussi par le rajeunissement des participants qu'on peut percevoir.

L'un des facteurs les plus importants de l'ampleur pris par le mouvement consiste dans son caractère unitaire. Il est très possible que l'unité syndicale se maintienne autour de la plateforme de haut niveau autour de laquelle s'est soudé l'accord intersyndical.

Cette unité rencontre des limites : en premier lieu, l'orientation donnée de s'ancrer dans l'entreprise ne répond pas aux besoins d'un mouvement global. Ensuite, la plateforme du mouvement, bien que de « haut niveau », est abstraite, ce qui ne protège pas des divergences, dès lors que l'on veut ou qu'on doit entrer dans les détails.

En outre, l'unité syndicale n'est pas relayée par une unité politique : il n'y a donc pas d'affirmation parallèle d'un débouché politique.

Enfin, la faiblesse du mouvement syndical est une fragilité supplémentaire. Le mouvement syndical se renforcera et le mouvement social surmontera cette faiblesse en s'organisant, par exemple, par la constitution d'une coordination nationale des entreprises en lutte qui pourrait prendre des initiatives de dimension nationale. Une note positive : la perspective de fusion CGT-FSU et un pas en avant de la CGT dans la perspective d'un rassemblement du syndicalisme.